

Unité départementale du Val-d'Oise  
Préfecture du Val d'Oise  
5 avenue Bernard Hirsch  
CS 20105 - CEDEX  
95010 Cergy

Cergy, le 26/02/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 06/02/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **ALOE ENVIRONNEMENT**

5 rue de la Mare Poissy  
ZAC de la justice  
95380 Villeron

Références : ud95-2026-0086

Code AIOT : 0006517542

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/02/2026 dans l'établissement ALOE ENVIRONNEMENT implanté 5 B RUE DE LA MARE POISSY ZA DE LA JUSTICE 95380 Villeron. L'inspection a été annoncée le 09/01/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

L'inspection a été réalisée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle (PPC) des Installations Classées pour la protection de l'environnement.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ALOE ENVIRONNEMENT
- 5 B RUE DE LA MARE POISSY ZA DE LA JUSTICE 95380 Villeron
- Code AIOT : 0006517542
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'entreprise ALOE Environnement exerce une activité de regroupement, de stockage et de transit d'huiles usagées sur la commune de Villeron. Cette entreprise est implantée dans la ZAC de la Justice, au 5 bis rue de la Mare Poissy à Villeron,

L'entreprise ne comprend aucun salarié. Ses activités sont exercées par le personnel de l'entreprise voisine CAMPUS ILE-DE-FRANCE. Seules les directions de ces entreprises, filiales du groupe PICOTY, sont identiques.

### Thèmes de l'inspection :

- Déchets

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse

approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Entretien des dispositifs des installations de traitement	Arrêté Préfectoral du 07/01/2022, article 4.3.4	Demande d'action corrective	1 mois
4	Plan des réseaux	Arrêté Préfectoral du 07/01/2022, article 4.2.2	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	6 mois
6	Plan de localisation des risques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Classement ICPE	Arrêté Préfectoral du 07/01/2022, article 1.2.1	Sans objet
3	Prélèvement en eaux	Arrêté Préfectoral du 07/01/2022, article 4.1.1	Sans objet
5	Valeurs limites d'émission	Arrêté Préfectoral du 07/01/2022, article 4.3.9	Sans objet
7	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 07/01/2022, article 8.2.3	Sans objet
8	Prévention des risques liés au vieillissement de certains équipements	Arrêté Préfectoral du 07/01/2022, article 8.3.3	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Dans l'ensemble le site est correctement tenu. Cependant 3 non-conformités ressortent de l'inspection qui amènent à la réalisation d'actions correctives de la part de l'exploitant. De plus,

l'Inspection invite l'exploitant à déposer un projet à porter à connaissance afin de demander l'aménagement des prescriptions inadaptées de son arrêté d'autorisation.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Classement ICPE

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/01/2022, article 1.2.1				
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Classement ICPE				
<b>Prescription contrôlée :</b>				
Les installations sont exploitées selon le tableau de classement ici présent :				
Rubrique	Régime de classement	Libellé de la rubrique	Seuil du critère	Volume autorisé
2718-1	A	<b>Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux ou de déchets contenant les substances dangereuses ou préparations dangereuses mentionnées à l'article R. 511-10 du code de l'environnement</b> , à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2717, 2719 et 2793.	≥ 1 t	190 t
3550	A	<b>Stockage temporaire de déchets dangereux</b> ne relevant pas de la rubrique 3540, dans l'attente d'une des activités énumérées aux rubriques 3510, 3520, 3540 ou 3560 avec une capacité totale supérieure à 50 tonnes, à l'exclusion du stockage temporaire sur le site où les déchets sont produits, dans l'attente de la collecte.	> 50 t	190 t
3510	NC	<b>Élimination ou valorisation des déchets dangereux</b> , avec une capacité de plus de 10 tonnes par jour, supposant le recours à une ou plusieurs des activités suivantes : - traitement biologique - traitement physico-chimique - <b>mélange avant de soumettre les déchets à l'une des autres activités énumérées aux rubriques 3510 et 3520</b> - reconditionnement avant de soumettre les déchets à l'une des autres activités énumérées aux rubriques 3510 et 3520 - récupération/ régénération des solvants - recyclage/ récupération de matières inorganiques autres que des métaux ou des composés métalliques - régénération d'acides ou de bases - valorisation des composés utilisés pour la réduction de la pollution - valorisation des constituants des catalyseurs	> 10 t / j	9,5 t / j

Rubrique	Régime de classement	Libellé de la rubrique	Seuil du critère	Volume autorisé
		- régénération et autres réutilisations des huiles - lagunage		

#### Constats :

Dans un premier temps, l'exploitant a présenté son installation. Il indique y réceptionner et stocker des huiles usagées, provenant principalement d'opérations de vidange de véhicules automobiles. La société **ALOE ENVIRONNEMENT** appartient au groupe **PICOTY**, spécialisé dans la distribution de carburants, de gaz naturel et d'hydrogène.

L'Inspection a par ailleurs constaté que l'installation est implantée à proximité immédiate d'une autre installation classée, **CAMPUS Île-de-France**.

#### Rubrique 2718 :

L'exploitant indique avoir environ 188 tonnes d'huiles usagées sur site, le jour de la visite. Ces huiles proviennent majoritairement de véhicules automobiles, notamment d'huiles de moteur et de boîte de vitesses.

#### Rubrique 3550 :

L'exploitant dispose de deux cuves, d'un volume unitaire de 100 m<sup>3</sup> chacune. Le stockage temporaire d'huiles usagées pour l'année 2025 s'élève à 188 tonnes.

#### Rubrique 3510 :

L'exploitant indique valoriser un volume d'environ 5,2 tonnes d'huiles usagées par jour. Il précise que ce volume demeure, depuis plusieurs années, nettement inférieur aux capacités autorisées par l'arrêté préfectoral.

**La prescription contrôlée est respectée.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

### N° 2 : Entretien des dispositifs des installations de traitement

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 07/01/2022, article 4.3.4

**Thème(s) :** Risques chroniques, Dispositifs de traitement des eaux polluées

#### Prescription contrôlée :

Les principaux paramètres permettant de s'assurer de la bonne marche des installations de traitement des eaux polluées sont mesurés périodiquement et portés sur un registre. La conduite des installations est confiée à un personnel compétent disposant d'une formation initiale et continue. Un registre spécial est tenu sur lequel sont notés les incidents de fonctionnement des dispositifs de collecte, de traitement, de recyclage ou de rejet des eaux, les dispositions prises pour y remédier et les résultats des mesures et contrôles de la qualité des rejets auxquels il a été procédé. Ces dispositifs de traitement sont conformes aux normes en vigueur. Ils sont nettoyés par une société habilitée lorsque le volume des boues atteint 2/3 de la hauteur utile de l'équipement et dans tous les cas au moins une fois par an. Ce nettoyage consiste en la vidange des hydrocarbures et des boues, et en la vérification du bon fonctionnement de l'obturateur qui est de type vanne manuelle. Les fiches de suivi du nettoyage des décanteurs-séparateurs

d'hydrocarbures, l'attestation de conformité à la norme en vigueur ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. La justification du bon dimensionnement des dispositifs de traitement des eaux pluviales est également tenue à la disposition de l'inspection des installations classées. Les dispositifs de traitement des eaux pluviales sont équipés d'une alarme de trop-plein. Cette alarme déclenche un signal optique et sonore dès que la couche d'hydrocarbure atteint la partie supérieure de la sonde.

#### Constats :

Interrogé sur le suivi du bon fonctionnement de ses installations de traitement des eaux polluées, l'exploitant a présenté, au cours de l'inspection en salle, un registre détaillant les actions entreprises afin de s'assurer du bon fonctionnement des équipements de traitement.

L'Inspection a constaté que ce registre comporte notamment les éléments suivants :

- l'identité de la personne en charge de la vérification des équipements de traitement des eaux polluées ;
- les incidents survenus sur les dispositifs de traitement ;
- les dispositions prises à la suite de ces incidents ;
- les résultats des mesures et contrôles de la qualité des rejets d'eaux ;
- les vérifications du bon fonctionnement de l'alarme de trop-plein.

Par ailleurs, conformément aux dispositions de l'article 4.3.4 de l'arrêté préfectoral du 7 janvier 2022, l'exploitant procède au nettoyage et au curage de son séparateur d'hydrocarbures deux fois par an. Les fiches de suivi correspondantes sont renseignées dans le registre, avec mention des dates d'intervention. L'Inspection a pu consulter, le jour de la visite, une fiche indiquant que le dernier nettoyage a été réalisé le 13 juin 2025 par la société NETCUVE.

Toutefois, après vérification, il apparaît que l'exploitant n'a pas renseigné les bordereaux de suivi de déchets (BSD) relatifs aux boues issues du séparateur sur l'application Trackdéchets pour les années 2024 et 2025, notamment à la date du dernier nettoyage. **Cette situation constitue une non-conformité.**

**Non-conformité n° 1 : Contrairement aux dispositions de l'article 4.3.4 de l'arrêté préfectoral du 7 janvier 2022, l'exploitant ne respecte pas l'ensemble des prescriptions techniques qui lui sont applicables, en l'absence de traçabilité dématérialisée des BSD relatives aux déchets issus du séparateur d'hydrocarbures.**

**Il est demandé à l'exploitant de se conformer aux dispositions de l'article 4.3.4 précités en renseignant les bordereaux de suivi de déchets associés au nettoyage du séparateur d'hydrocarbures sur l'application Trackdéchets, dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent rapport.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 1 mois

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/01/2022, article 4.1.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Dispositifs de mesures totalisateur
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter les prélèvements et la consommation d'eau. Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé annuellement et les résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé consultable par l'inspection des installations classées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>La consommation d'eau de l'installation est principalement liée à la présence d'un robinet situé dans la zone de rétention du site. L'exploitant indique ne pas utiliser ce point d'eau, sauf de manière exceptionnelle. Il précise que la consommation annuelle du site est estimée à environ 2 m<sup>3</sup> par an.</p> <p>L'installation dispose d'un réseau d'alimentation en eau, commun avec l'installation voisine, le <b>CAMPUS Île-de France</b>, laquelle est équipée d'un compteur permettant de mesurer le volume d'eau consommé par l'ensemble des installations raccordées. L'Inspection a constaté que l'exploitant n'utilise pas d'eau de procédé dans le cadre de son activité de stockage temporaire d'huiles usagées.</p> <p>Toutefois, les résultats du dispositif de mesure totalisateur ne sont pas reportés sur un registre par l'exploitant, contrairement aux prescriptions applicables.</p> <p>Néanmoins, au regard de la très faible consommation d'eau constatée et de l'absence d'usage de l'eau dans le procédé d'exploitation, l'Inspection considère que cette prescription <b>apparaît conforme mais inadaptée</b> à l'activité exercée sur le site.</p> <p>L'exploitant est donc invité à déposer un porter à connaissance demandant à adapter cette prescription.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 4 : Plan des réseaux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/01/2022, article 4.2.2
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Plan des réseaux
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours. Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître : - l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation, - les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, ...), - les secteurs collectés et les réseaux associés, - les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...), - les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).</p>

**Constats :**

Interrogé sur son plan des réseaux et des égouts, l'exploitant a montré en salle un plan mais celui-ci n'était pas à jour. L'exploitant a indiqué que les dispositifs de traitement des eaux ne sont pas correctement placés sur le plan, ce qui a bien pu être constaté par l'Inspection des installations classées.

**Non-conformité n°2 : Contrairement aux dispositions de l'article 4.2.2 de l'arrêté préfectoral du 07/01/2022, l'exploitant ne dispose pas d'un plan des réseaux et des égouts à jour.**

**De ce fait, il est demandé à l'exploitant de réaliser un plan des réseaux conforme aux exigences de l'article 4.2.2 de l'arrêté préfectoral du 07/01/2022, sous un délai de 6 mois.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 6 mois

**N° 5 : Valeurs limites d'émission**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 07/01/2022, article 4.3.9

**Thème(s) :** Risques chroniques, VLE

**Prescription contrôlée :**

Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées sont collectées et traitées par un ou plusieurs séparateur(s) hydrocarbure(s), avant rejet dans le réseau de collecte. L'exploitant est tenu de respecter avant rejet dans le milieu récepteur considéré (point N°1 mentionné à l'article 4.3.5), les valeurs limites en concentrations ci-dessous définies.

Paramètre :		Valeur à atteindre avant rejet (mg/l)	Périodicité de la mesure
DCO		120	Semestrielle
DBO		20	
Hydrocarbures totaux		5	
MES		35	
Métaux lourds (Cr, Cu, Ni, Pb, Zn)		1	Annuelle
Métaux lourds très toxiques	As	0,05	
	Hg	< 0,1	
	Cd	< 0,2	
	Cr (VI)	< 0,4	

Les résultats d'analyse des paramètres cités à cet article sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

**Constats :**

L'installation possède un séparateur d'hydrocarbure au niveau de la façade Nord du site. Ce



<p>séparateur est curé deux fois par an comme indiqué dans le point de contrôle n°3.</p> <p>Lors de la séance, l'exploitant a montré un tableau Excel montrant les résultats d'analyse des paramètres mentionnés ci-dessus. Les résultats étaient conformes à la prescription contrôlée aussi bien au niveau des valeurs que de la périodicité.</p> <p>Suite à la visite de contrôle, l'Inspection a consulté le site GIDAF afin de trouver les rapports d'analyse et de corroborer les résultats avec ceux observés en inspection. Ceux-ci révèlent que l'exploitant respecte la périodicité des analyses qui lui incombent et que les valeurs à atteindre avant rejet sont conformes à la prescription précitée.</p> <p>Le dernier rapport a été effectué par le laboratoire agréé prénommé CARSO le 21 novembre 2025.</p> <p><b>La prescription contrôlée est respectée.</b></p> <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>
---

#### N° 6 : Plan de localisation des risques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Localisation des risques
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Localisation des risques.</p> <p>L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion de par la présence de matières dangereuses stockées ou utilisées ou par la présence d'atmosphères explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou occasionnelle dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit susceptible de se présenter de façon accidentelle ou sur de courte durée.</p> <p>Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour.</p> <p>La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et, en tant que de besoin, rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes sont incluses dans les plans de secours s'ils existent.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Interrogé sur la présence d'un plan indiquant la localisation des zones à risques du site, l'exploitant indique ne pas en avoir. Il explique pour cela que l'huile usagée n'est pas inflammable mais combustible et qu'il n'existe pas de pictogramme pour ce type de danger, ce qui justifie l'absence de plan des zones à risques.</p> <p>Cependant, il est rappelé à l'exploitant que le plan des zones à risques identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion. De plus dans son étude de danger, déposée en 2016 pour son dossier d'autorisation, l'exploitant identifie bien le risque d'incendie comme pouvant se produire pour son site ALOE ENVIRONNEMENT, notamment suite à l'étude de site similaires recensés dans la base de donnée du BARPI.</p> <p><b>Non-conformité n°3 : Contrairement aux dispositions de l'article 48 de l'arrêté ministériel du 04 octobre 2010, l'exploitant ne dispose pas d'un plan identifiant les zones susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion.</b></p> <p><b>Il est demandé à l'exploitant de réaliser un tel plan, sous un délai de 3 mois et de l'afficher dans les zones concernées conformément à la prescription ci-dessus et dans fournir la preuve à l'Inspection.</b></p>

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 7 : Moyens de lutte contre l'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/01/2022, article 8.2.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : - d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ; - une couverture anti-feu aisément accessible ; - d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation lorsqu'elle est couverte, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles, dont au moins un extincteur 50 kg sur roue à poudre type ABC près de la zone de dépotage et un extincteur 2 kg à CO2 placé à proximité immédiate du tableau électrique. Les agents d'extinction doivent être appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées. - d'un ou plusieurs appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux par exemple) d'un réseau public ou privé d'un diamètre nominal DN100 ou DN150 implantés de telle sorte que tout point de la limite de l'installation se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil permettant de fournir un débit minimal de 120 mètres cubes par heure pendant une durée d'au moins deux heures et dont les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils. Les appareils sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins d'incendie et de secours). A défaut d'appareils incendie suffisants, une réserve d'eau permettant d'atteindre le débit précité est accessible en toutes circonstances et à une distance de l'installation ayant recueilli l'avis des services départementaux d'incendie et de secours. Cette réserve dispose des prises de raccordement conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter. L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits d'eau ainsi que le dimensionnement de l'éventuel bassin de stockage ; - d'une réserve d'au moins 100 L de produits absorbants à proximité des réservoirs ; Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation et notamment en période de gel. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'installation est bien dotée de moyen d'alerter les services d'incendie et de secours. De plus, l'exploitant indique avoir au sein de l'installation :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- un extincteur de 50 kg sur roue de poudre type ABC près de la zone de dépotage</li> <li>- un extincteur de 2kg de CO2 près du tableau électrique</li> <li>- deux extincteurs de 3 et 2 kg de poudre</li> <li>- un poteaux incendie à moins de 100 mètres du site, dont la conformité a été vérifiée en date du 27/09/2024</li> </ul> <p>La visite du site a permis de constater la présence de l'ensemble des équipements recensés par l'exploitant en salle. De plus, le contrôle de ces équipements a été réalisé par la société ECLAIR en</p>

juin 2025.

Néanmoins, l'Inspection a constaté en effectuant le tour du site, qu'un des extincteurs était difficilement accessible, car bloqué par des bacs de rétention placés devant.

**Observation n°1 : Il est rappelé à l'exploitant que l'ensemble des équipements permettant la lutte contre l'incendie doivent être accessibles en permanence.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 8 : Prévention des risques liés au vieillissement de certains équipements**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 07/01/2022, article 8.3.3

**Thème(s) :** Risques accidentels, Prévention des risques tuyauterie

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant réalise un état initial de la tuyauterie et des deux réservoirs de 100 m<sup>3</sup> à partir du dossier d'origine ou reconstitué de cet équipement, de ses caractéristiques de construction (matériau, code ou norme de construction, revêtement éventuel) et de l'historique des interventions réalisées sur la tuyauterie (contrôle initial, inspections, contrôles non destructifs, maintenances et réparations éventuelles), lorsque ces informations existent. A l'issue de cet état initial, l'exploitant élabore et met en oeuvre un programme d'inspection de la tuyauterie et des deux réservoirs de 100 m<sup>3</sup>. L'état initial, le programme d'inspection et le plan d'inspection sont établis soit selon les recommandations d'un des guides professionnels mentionnés à l'article 8 de l'arrêté du 4 octobre 2010, relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation, soit selon une méthodologie développée par l'exploitant pour laquelle le préfet peut exiger une analyse critique par un organisme extérieur expert choisi par l'exploitant en accord avec l'administration. L'état initial et le programme d'inspection sont réalisés au plus tard douze mois après la date de mise en service. Pour chaque équipement pour lequel un plan d'inspection et de surveillance est mis en place, l'exploitant élabore un dossier contenant : - l'état initial de l'équipement ; - la présentation de la stratégie mise en place pour le contrôle de l'état de l'équipement (modalités, fréquence, méthodes, etc.) et pour la détermination des suites à donner à ces contrôles (méthodologie d'analyse des résultats, critères de déclenchement d'actions correctives de réparation ou de remplacement, etc.). Ces éléments de la stratégie sont justifiés, en fonction des modes de dégradation envisageables, le cas échéant par simple référence aux parties du guide professionnel reconnu par le ministre chargé de l'environnement sur la base desquelles ils ont été établis ; - les résultats des contrôles et les suites données à ces contrôles ; - les interventions éventuellement menées. Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Lorsque les documents mentionnés ci-dessus sont établis sur la base d'un guide professionnel reconnu par le ministre chargé de l'environnement, les révisions du guide sont prises en compte par l'exploitant dans le délai fixé par ces révisions. De surcroît, l'exploitant réalise un contrôle visuel des deux réservoirs de 100 m<sup>3</sup> au moins une fois par an. Ce contrôle visuel fait l'objet d'un enregistrement tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

**Constats :**

Questionné sur la présence de dossier relatifs à chaque équipement faisant l'objet d'un plan d'inspection et de surveillance lié à la prévention du risque de vieillissement de certains équipements, l'exploitant indique avoir mis en place un suivi de l'état des deux réservoirs ainsi que de sa rétention.

L'exploitant a présenté en séance le document qu'il utilise pour formaliser et tracer cette surveillance. Il y indique dessus, les éléments suivants :

- la fréquence de contrôle
- l'équipement contrôlé (cuves, rétention, local technique - bureau...)
- les éléments contrôlés (état des cuves, état escalier d'accès, état des vis et boulons, fonctionnement de l'alarme de trop plein, etc...)
- la conformité de l'équipement suite au contrôle
- l'opérateur qui réalise le contrôle
- la date du contrôle
- point d'attention porté à l'équipement (commentaire suite au contrôle, éventuelles suites données au contrôle)

L'exploitant a fixé la période des contrôles à 6 mois. A ce jour, pour l'année 2026, le dernier contrôle date du 23/01/2026 et a été effectué par Monsieur Eric CASTRO. L'exploitant indique que ces contrôles n'ont mis en évidence aucun écart ni n'ont fait l'objet d'aucune intervention.

**La prescription contrôlée est respectée.**

**Type de suites proposées :** Sans suite